

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Prestations de réservation
de titres de transport, de
prestations associées et
d'hébergement hôtelier

Date et heure limite de réception des
offres le :

VENDREDI 20 JUIN 2025 à 17H

Article 1 : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne la fourniture de titres de transport, de prestations associées et d'hébergement hôtelier pour la Haute école des arts du Rhin.

Réalisation de prestations similaires :

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent accord-cadre. Les conditions d'exécution de ce nouveau marché seront précisées au C.C.A.P.

1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure est un appel d'offres ouvert non alloti soumis aux dispositions de l'article R2124-2 du code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

L'accord-cadre à conclure au terme de la présente procédure d'appel d'offre ouvert est un accord-cadre global (lot unique), son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

L'accord-cadre d'une durée d'un an reconductible tacitement trois fois.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

En qualité de membres de plusieurs groupements.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même accord-cadre.

1.5 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale	Classification complémentaire
Services d'agence de voyage, de Voyagistes et d'assistance aux touristes (63500000)	

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée de l'accord-cadre - Délais d'exécution

L'accord-cadre commence le 15 juillet 2025 pour une durée d'un an renouvelable tacitement trois fois pour une durée d'un an, soit une durée maximale de quatre ans.

Les délais d'exécution des prestations passées durant la période de validité de l'accord- cadre seront fixés dans le cadre de l'acte d'engagement et du C.C.A.P.

2.2 - Variantes et Options

En application de l'article R2151-9 du code de la commande publique, la HEAR exige la présentation d'une variante dont les exigences minimales sont indiquées ci-dessous, en sus de la présentation de l'offre de base.

Variante obligatoire : exigences minimales (article R2151-10 du code de la commande publique)

La présente consultation intègre une variante obligatoire consistant, en supplément des prestations demandées dans l'offre de base, en l'achat de titres et de réservation d'hébergement via un portail entreprise dans les conditions fixées au CCTP.

Les candidats doivent impérativement remettre une offre de base **et** une offre variante.

2.3-Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement de l'accord-cadre et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : budget principal de la HEAR et budget annexe pour les prestations relevant de l'activité « Formation continue ».

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Ce délai évoluera conformément à la réglementation en vigueur.

2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte pas de conditions particulières d'exécution.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article L2113-15 du code de la commande publique.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)

Le dossier de consultation est consultable et téléchargeable gratuitement sur la plate- forme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur accessible sur le site :
<https://portail.alsacemarchespublics.eu>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant d'assurer de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compliments, précisions ou rectifications.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée (CD rom, clé USB, CD...).

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 - Documents à produire

PIECES A PRODUIRE

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

tels que prévus aux articles R2142-6 à R2142-14 du code de la commande publique, les renseignements concernant :

la capacité économique et financière de l'entreprise

- **Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires** concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- **Déclaration appropriée de banque et ou preuve d'une assurance** pour les risques professionnels et la responsabilité civile ;

les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

- **Déclaration indiquant les effectifs et moyens annuels du candidat** et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- **Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 6 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Dans un souci de traitement rapide du dossier, et sans que leur absence puisse justifier le rejet de l'offre, les soumissionnaires sont informés que le pouvoir adjudicateur souhaite la production des éléments ci-après:

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents (certificats de régularité sociale et fiscale datant de moins de 6 mois).
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail.
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent.
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (Agefiph) (si l'entreprise emploie plus de 20 salariés).
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire de l'accord-cadre qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compliments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

PIECES DE L'OFFRE

Le candidat produira **un projet de contrat complet**, à savoir :

- L'acte d'engagement (A.E.) de l'offre de base, **à compléter** ;
- L'acte d'engagement (A.E.) de l'offre variante, **à compléter** ;
- Un RIB ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) correspondant à l'offre de base
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) correspondant à l'offre de base
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) correspondant à l'offre variante
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) correspondant à l'offre variante
- Le mémoire technique contenant toute la documentation et l'argumentation qui permettront d'apprécier les moyens et méthodes mis en place afin de remplir les missions attendues et en particulier les points suivants :

OFFRE DE BASE

- Moyens humains dédiés (notamment désignation d'un interlocuteur unique ou de l'équipe dédiée) ;

- Modalités de livraison des titres ou des vouchers
- Possibilité de fournir les carnets de billets de transports régionaux
- Modalités de prise en compte des cartes d'abonnement ou de réduction ;
- Précision sur la dégressivité des tarifs des frais de dossier en fonction du volume et/ou du prix du billet ou nuitée
- Description des méthodes utilisées pour établir les devis ;
- Description des modalités de facturation ;
- Modalités d'échanges et d'annulations ;

OFFRE VARIANTE, en plus des éléments demandés pour l'offre de base

- Présentation du fonctionnement du portail de réservation en ligne
- Présentation technique du portail de réservation en ligne
- Formation dispensée dans le cadre de l'utilisation du portail
- Maintenance/assistance du portail de réservation en ligne

Dans le cadre de la réglementation applicable en matière de protection des données, le soumissionnaire propose un document présentant les mesures de sécurité techniques, logiques et organisationnelles mises en œuvre dans le cadre des prestations à réaliser.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

4.2 – Variantes

Une variante obligatoire est exigée, en sus de l'offre de base, au titre de l'article R2151-9 du code de la commande publique. Elle est décrite à l'article 2.2.2 du CCTP.

En sus de l'offre de base, le candidat devra présenter son offre variante dans un dossier distinct contenant les mêmes documents que pour l'offre de base, avec notamment un mémoire technique, un acte d'engagement, un BPU et un DQE propre.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1 - Les critères de sélection des candidatures

Les critères de sélection des candidatures, par ordre décroissant d'importance, sont les suivants :

Garanties et capacités techniques et financières

Capacités professionnelles

5.2 — Les critères de choix des offres

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique selon les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
Prix des Prestations	60 points
Délais proposés à l'acte d'engagement	10 points
Valeur technique sur la base du mémoire technique	30 points
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Moyens humains dédiés</i> • <i>Portail de réservation en ligne (ergonomie, qualité, assistance, formation proposée) – pour l'offre variante uniquement</i> • <i>Modalités d'exécution des prestations</i> 	

Les offres de base et la variante seront analysées selon les critères indiqués ci-dessus. A l'issue d'une analyse distincte, le choix sera fait entre la meilleure offre de base et la meilleure variante.

Après avoir écarté les éventuelles offres anormalement basses (articles R21S2-3 à R21S2-5 du code de la commande publique), la formule utilisée pour comparer les prix, sur la base du montant total du DQE, est la suivante :

Note critère prix = coeff. x (prix de l'offre la moins disante/prix de l'offre analysée)

Le critère « valeur technique » sera apprécié sur la base du mémoire technique joint à l'offre du candidat.

Le critère délais sera apprécié de la manière suivante :

Note critère délais = coeff. x (délai le plus court/ délai de l'offre analysée)

En cas de proposition par un candidat de délais supérieurs ou égaux aux délais fixés à l'acte d'engagement, ce sont les délais fixés par le pouvoir adjudicateur dans l'acte d'engagement qui s'appliqueront pour calculer la note du critère délais.

**Rectification d'erreur*

Pour le jugement de la consultation et en cas d'erreurs de multiplication, d'addition ou de report, le montant de l'offre du DQE sera rectifié en fonction des prix en lettres du BPU.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

5.3 - L'audition : présentation du portail de réservation demandé dans l'offre variante

A la suite d'une première analyse des offres variantes, selon les critères indiqués ci-dessus (hormis le critère « Portail de réservation en ligne (ergonomie, qualité, assistance, formation proposée) », les trois offres les mieux classées seront auditionnées à une date qui leur sera communiquée par la HEAR via la messagerie électronique de la plate-forme alsacemarchespublics.eu

Cette présentation sera effectuée en visioconférence. La démonstration du portail de réservation proposé pourra être suivie d'un échange avec les représentants de la HEAR afin d'éclaircir certains points sur les offres visées.

A l'issue de cette audition, la HEAR analysera de nouveau les offres présentées selon l'ensemble des critères énoncés à l'article 5.2 afin de déterminer l'offre la plus avantageuse.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Aucun pli ne sera transmis sous support papier à l'exception d'une éventuelle copie sauvegarde.

Seule la transmission électronique est autorisée via la plate-forme ALSACE MARCHES PUBLICS (article R2132-7 du Code de la commande publique)

Le pouvoir adjudicateur exige la transmission des documents par voie électronique sur le site <https://portail.alsacemarchespublics.eu/>.

Pour pouvoir faire une offre électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plate-forme Alsace Marches Publics (voir le site <https://portail.alsacemarchespublics.eu/>).

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : pdf, doc, xls, rtf, html. Ces formats doivent être compressés (Zip) pour leur transmission. Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser les EXE ou macros.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

LE CANDIDAT EST INVITE A SE REPORTER A L'ANNEXE RELATIVE A LA SIGNATURE ELECTRONIQUE JOINTE AU PRESENT REGLEMENT DE LA CONSULTATION.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique ne seront pas rematérialisés après l'ouverture des

plis.

Les candidats sont informés que l'attribution de l'accord-cadre donnera lieu à la signature électronique de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard, six jours avant la date limite leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, sur le site <https://portail.alsacemarchespublics.eu>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 3 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet

Article 8 : Clauses complémentaires

Toute modification de l'une des pièces constitutives de l'accord-cadre et notamment de ses spécifications techniques, entraîne l'irrégularité de l'offre du candidat.

En cas de discordance entre les pièces de l'accord-cadre remises par le titulaire dans son offre et les documents de la consultation conservés par le pouvoir adjudicateur dans ses archives, ces derniers prévalent.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier sur la plateforme de dématérialisation. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Article 9 : Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est : Tribunal Administratif de Strasbourg 31 avenue de la Paix
BP 51038 67070 STRASBOURG CEDEX Tél : 03 88 21 23 23 Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>

La décision d'attribution peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé à la Présidente de la HEAR dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée. Elle peut également faire l'objet des recours suivants devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans les conditions prévues par les textes et la jurisprudence :

- Référé précontractuel jusqu'à la date de signature du marché par la personne publique (articles L551-1 et R.551-1 et suivants du code de justice administrative).
- Référé contractuel dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat, ou, en l'absence de publication d'un tel avis ou de la notification précitée, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L551-13 et R 551-7 et suivants du CJA).
- Recours pour excès de pouvoir (en cas de contestation des clauses réglementaires du contrat) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué en procédure formalisée (article R.421-1 du code de justice administrative).
- Recours de pleine juridiction ouvert à tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne n°358994).

